

L'ÉCLOSION

100 jours de la transition militaire

Le Peuple nigérien relève le défi de la résilience, le Cnsp reste droit dans ses bottes



Ibrahim YERO

Éditorial

Opportunistes malveillants

Les grondements que l'on entend ces derniers jours à propos de la gestion du Cnsp sont essentiellement l'œuvre de 3 catégories de Nigériens. Il y'a ceux qui, de bonne foi, ne comprennent pas suffisamment les enjeux et le contexte. La seconde catégorie est peuplée d'opportunistes (politiciens, acteurs de la société civile, leaders d'opinion, journalistes, etc.) qui voyaient en la chute du Pnds-Tarayya leur « moment » c'est-à-dire, l'opportunité pour eux d'accéder aux postes qu'ils n'avaient pu occuper, décrocher les marchés publics qui leur étaient inaccessibles ... bref, leur tour est venu. Et enfin, la dernière catégorie est celle de ceux qui, le 26 juillet 2023, s'étaient réveillés dans un nouveau monde qui n'est pas le leur dans lequel ils avaient pouvoirs et privilèges à n'en point finir.

Les premiers ne savent pas que le Niger, leur Pays, est censé disparaître de la face du monde depuis la prise de pouvoir par Cnsp. Ils ne savent pas que le chaos prévu pour intégralement dépeupler la région de Tillabéri afin que ses ressources minières soient sous la garde exclusive de la France est un projet suivez



Un nouveau plan de déstabilisation en marche

Au bord de l'éclatement, le Pnds-Tarayya tente d'emporter le Niger dans son explosion

Les méfaits du favoritisme

Trouver un stage devient plus incertain que l'obtention du diplôme

Bachir Harouna Hambali : « il n'y a pas de souveraineté sans autosuffisance alimentaire ! »

Les méfaits du favoritisme

Trouver un stage devient plus incertain que l'obtention du diplôme

Par : Sefiatou Ibrahim, Stagiaire

Pour s'imprégner de la vie active en complément à ce qu'ils ont appris lors des cours théoriques à l'école, les jeunes diplômés s'orientent vers différents services pour chercher un stage. Ce qui se révèle un véritable parcours du combattant au Niger. Tant il est difficile d'obtenir un stage même non rémunéré dans l'administration

publique ou les entités privées. « J'ai passé 3 mois en train de chercher un stage. Les demandes que j'ai déposées dans 4 services publics et privés n'ont abouti à rien », explique Adamou Batoure Almoudjahidou, un jeune de 26 ans. Etudiant à l'université ABDOU MOUMOUNI de Niamey en lettres, arts et communication et titulaire d'un BTS en communication des entreprises, Batouré a même déposé des demandes de stage en

ligne. Mais toujours rien alors que le temps presse pour lui. Le jeune homme est tenu d'avoir ce stage pour soutenir son mémoire et valider son BTS qui va expirer sans la soutenance au bout de 2 années après l'obtention. « *Nous, les étudiants, nous souffrons vraiment pour obtenir un stage. Tant qu'on ne connaît pas quelqu'un qui a le bras long, c'est quasiment impossible d'avoir le moindre stage* », renchérit Saley, la vingtaine, une

étudiante de l'Esscom (Ecole supérieure des sciences de la communication, ancien Iftic). Les demandes de stage déposées par la jeune fille dans 3 groupes de presse (radio-télévision) sont restées vaines. Or, comme l'a dit Emmanuel Kant, « *L'expérience sans la théorie est aveugle, mais la théorie sans expérience n'est qu'un jeu intellectuel* ».

D'ailleurs, le problème n'est pas
Suite P. 7

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

toujours. Ce projet auquel semblaient adhérer l'ancien président Mohamed Bazoum et son régime n'a pas été abandonné après le coup d'État et celui-ci est même perçu comme une opportunité pour précipiter ce chaos en mettant le Niger à feu et à sang avec l'intervention militaire de la France et sa Cédéao. Ils ne s'imaginent pas que le sac de riz dont le prix (16 000FCFA) est très élevé pour le Nigérien moyen n'était même pas censé exister dans le Pays selon les désirs de la France et sa Cédéao ; ils ne se doutent pas que les délestages subi depuis le 30 juillet sont un luxe parce que l'objectif de la France et sa Cédéao était de plonger le Niger dans le noir total ; ils ne comprennent pas que les salaires qui prennent du retard ne devraient jamais être payés et que c'est à cette fin que les avoirs du Niger sont gelés à la Bcéao et dans les autres banques, de même que les transactions financières sont suspendues. Mais ne nous attardons pas sur cette première catégorie car ils sont de bonne foi et méritent jusque un peu plus d'explications pour mieux comprendre la situation. Venons-en au second groupe dont l'objectif est de simuler un soutien désintéresser pour ensuite le monnayer contre nomination ou billets de banque. Dès les premières heures du renversement du régime PNDS, ils se sont dits « enfin, c'est notre tour ! » Rien d'étonnant puisque c'est ce qui s'était passé sous la transition du CsrD (Conseil suprême pour la restauration de la démocratie) de Djibo Salou, en 2010. A l'époque, les figures emblématiques de la lutte contre le Tazartché du Président feu Tandja

Mamadou ont occupé de hautes fonctions dans l'appareil de l'État après la chute du président de la 6e République. C'est le cas de l'acteur de la société civile Marou Amadou qui a dirigé le Conseil consultatif national, le syndicaliste Ibrahim Yacoubou qui en était le rapporteur et bien d'autres nommés sous cette transition militaire. Certains ont, plus tard, été propulsés ministres dans le gouvernement de la 7e République par Issoufou Mahamadou tandis que d'autres s'étaient retrouvés directeur de cabinet du chef de l'Etat. Des hommes politiques et des hommes des médias, des journalistes notamment, connus pour leur aversion pour le Tazartché ont suivi la même trajectoire pour se retrouver membre du gouvernement, conseillers en ceci et cela s'ils ne sont pas subitement devenus des fournisseurs de l'Etat brassant des dizaines de millions dans les marchés publics. Tous, « anciens combattants » de l'intérêt général ont fini par être récompensés de la plus belle manière : en fin de comptes, ils se sont vachement enrichis. De défenseur des droits humains et de l'intérêt général, ils étaient devenus les alliés du diable, marchant sur les libertés et défendant bec et ongle le régime du Pnds-Tarayya qui s'est entre-temps transformé en une impitoyable dictature. Mais qu'importe, puisqu'ils ont pu s'enrichir, ils inspirent d'autres à vouloir suivre leurs traces. C'est sans doute pourquoi, beaucoup se sont donnés tout le mal du monde à se faire remarquer dans le soutien au CnsP dès les premiers instants de la prise du pouvoir. Mais comme le Général Tiani Abdourahamane n'est pas le Commandant (le grade à sa

prise de pouvoir) Djibo Salou, le CnsP n'est pas le CsrD, la récompense tarde à venir. Les nominations ne sont pas faites pour récompenser ceux qui se sont distingués dans le soutien à la transition et les marchés publics non plus ne leur sont pas distribués. D'ailleurs, même les journalistes ne sont pas sollicités pour donner une information tendancieuse. Chacun est libre de sa ligne éditoriale et ceux qui décident de défendre leur Pays le Niger ne sont pas félicités encore moins soudoyés avec l'argent public ; ceux qui soutiennent l'ennemi, ne sont pas non plus inquiétés. A chacun sa conscience et son choix. Cette catégorie regorge donc de ce qu'on appelle chez nous des « frustrés » qui voient leur espoir d'accéder à la mangeoire nationale en remplaçant le Pnds-Tarayya et ses alliés s'amenuiser chaque jour un peu plus. C'est pourquoi vous les entendez « exiger » l'épuration de l'administration publique pour en extraire tous les cadres de l'ancien régime comme s'ils ont cessé d'être nigériens parce que leur parti politique a perdu le pouvoir. Vous les entendez aussi crier que la transition « ne fait rien » voire qu'elle ne fait que des erreurs alors même que toute personne objective doit féliciter le CnsP et le gouvernement de Mahamane Ali Lamine Zeine pour les efforts inestimables qu'ils font en assurant la sécurité du Pays et son approvisionnement en produits essentiels malgré l'adversité et l'animosité auxquelles ils font face. Mais pour eux, rien de bon ne se passe dans le pays parce qu'eux n'ont pas ce qu'ils veulent, ce qu'ils pensent « mériter ».

En fin, nous avons les « guérilleros

» qui espéraient de toute leurs âmes que la France et la Cédéao viennent attaquer le Niger pour réinstaller leur « bien-aimé » Bazoum. A défaut, ils continuent de souhaiter que le Niger soit déstabilisé de l'intérieur à travers le terrorisme ou même une guerre civile entre différentes communautés de notre pays. Les messages incendiaires de ces derniers temps sur les réseaux sociaux dévoilent à suffisance leurs intentions. Cette troisième catégorie ne mérite pas un long commentaire. L'on dira juste que les privilèges du pouvoir et les biens mal-acquis ont fini par altérer le jugement de certains compatriotes. Sinon, comment peut-on souhaiter, inciter des pays étrangers à venir faire la guerre à son propre Pays ? Comment peut-on espérer, solliciter et œuvrer au malheur de son Peuple pour défendre un défunt régime ? Certains pensent et agissent comme si le malheur du Niger les épargnera eux et leurs descendants même lorsqu'ils vivent à l'étranger. Ce Niger est pourtant le plus grand bien que nous ayons sur terre. Les richesses que nous voulons accumuler, les nominations que nous souhaitons avoir, l'héritage que nous voudrions laisser à nos enfants, la belle vie et le bien-être auxquels nous aspirons ne seront possibles que lorsque notre cher Pays est en paix et tend vers la prospérité dans la stabilité. A tous ceux qui se retrouvent dans ces 3 catégories, je dis ceci : sans le Niger, vous n'êtes rien, sans le Niger vous ne serez rien. Alors, protégeons et défendons notre Pays d'abord, ensuite nos intérêts égoïstes suivront. Bonne semaine à vous !

100 jours de la transition militaire

Le Peuple nigérien relève le défi de la résilience, le Cnsp reste droit dans ses bottes

Par : Ibrahim YERO

Cela fait exactement 97 jours que le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (Cnsp) a pris le pouvoir en renversant le régime du Pnds-Tarayya mené par Mohamed Bazoum. Vendredi 3 novembre prochain, la transition militaire aura ses 100 jours de gouvernance, 100 jours de menaces, 100 jours de défis énormes et multiformes. Que peut-on, doit-on retenir de ces 3 mois de gestion des affaires publiques ? C'est l'exercice auquel nous nous adonnons dans cet article.



Les raisons du coup d'État
Dans son premier message annonçant la prise du pouvoir au Peuple Nigérien, le Cnsp a invoqué deux principales raisons : l'insécurité et la mauvaise gouvernance du Pays. Ça, c'est ce qui a été dit officiellement et sans doute pour résumer en évitant de rentrer dans les détails. Concernant l'insécurité, il faut reconnaître qu'elle ne faisait que s'aggraver. Alors qu'à ses débuts en 2015, seule la région de Diffa était victime des attaques de Boko Haram. Avec l'arrivée des premiers français sur notre territoire où ils ont positionné leurs moyens aériens afin de pouvoir intervenir rapidement au Mali qu'ils aidaient à combattre les terroristes, notre Pays est tout de suite devenu la cible des groupes armés terroristes opérant au Mali. Tillabéri et Tahoua (régions frontalières du nord Mali) ont, dès 2017, essuyés leurs premières attaques. Interpellé, le samedi 28 mai 2022, à l'Assemblée nationale par les députés pour s'expliquer sur l'insécurité, l'ancien ministre de la Défense nationale Alkassoum Indatou a donné des chiffres : « *Ce terrorisme est responsable de près de 1200 pertes en vies humaines dont 700 civils et 500 militaires...* », avait-il déclaré. Des chiffres qui n'avaient pas convaincus l'opinion publique nigérienne qui garde en

mémoire que les attaques d'Inates et Chinagoder en 2019 totalisent à elles seules plus de 150 militaires tués.

Selon une fiche d'information publiée le 15 février 2022, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations-Unies (Ocha), la violence terroriste a provoqué « *le déplacement de quelque 264 000 personnes dans le pays.* »

Plus le temps passait, plus le terrorisme gagnait du terrain jusqu'à se retrouver aux portes de Niamey. Selon les autorités départementales de Say, une commune de la région de Tillabéri située à une cinquantaine de kilomètres de Niamey, la capitale, « *10 884 personnes issues de 1 570 ménages d'Ourou Gué-ladio ont été forcées de fuir leurs maisons au cours de la semaine du 03 au 09 juillet 2023.* ». On était à 17 jours du coup d'Etat du 26 juillet 2023. Et pour se convaincre que l'insécurité ne faisait qu'empirer, il faut se référer au nombre d'écoles fermées pour cause de terrorisme à Tillabéri. Selon toujours un Bulletin d'information de Ocha, « *En 2021, 758 écoles étaient fermées ou dans l'incapacité de fonctionner en raison du conflit armé, affectant ainsi environ 73 000 élèves.* » L'année suivante, ce chiffre a augmenté de 59 pour totaliser, en octobre en 2022, 817 écoles fer-

mées à cause des attaques des groupes terroristes qui font des établissements scolaires une cible privilégiée. En visite de travail dans la région de Tillabéri, du 23 au 28 mai 2023, soit 2 mois avant le coup d'Etat du 26 juillet, le ministre de l'Éducation nationale, Pr Ibrahim Natatou, a annoncé la fermeture de 921 écoles fermées, touchant 79.829 élèves qui ne peuvent plus poursuivre leur scolarité.

Sur le plan de la mauvaise gestion, il n'y a pas lieu de s'y attarder, c'est un secret de polichinelle. Nous retiendrons seulement 2 choses. La première est le chapelet de scandales financiers qui a émaillé la gestion PNDS-Tarayya en 12 ans. Rappelons les plus connus : Affaire Uraniumgate de 200 milliards FCFA, Affaire Eximbank de Chine (1 000 milliards FCFA), Affaire achat avion présidentiel (21 milliards), Affaire ministère de la Défense nationale MDN-gate (70 milliards), etc.

La deuxième chose à prendre en compte, est sans doute les déclarations de l'ancien Premier ministre Ouhoumoudou Mahamadou sur le plateau de France24. Commentant les sanctions de la Cédéao après le coup d'Etat du 26 juillet, Ouhoumoudou Mahamadou a exprimé son optimisme débordant quant à leur effet immédiat son le pays : « *le Niger, c'est un pays qui compte*

beaucoup sur son partenariat international avec les pays amis, avec les institutions internationales qui lui apportent beaucoup de soutiens », dit-il. Puis, l'ancien primo renseigne sur l'état de délabrement dans lequel se trouve le Niger que son parti politique a dirigé pendant plus de 12 années consécutives. « *Particulièrement en ce qui concerne le dernier semestre de l'année, c'est un semestre que nous bouclons généralement avec les aides budgétaires qui proviennent de l'Union européenne, de la Banque mondiale et du Fmi, en particulier ; ainsi que de l'Agence française de développement. Donc, renoncer à ces appuis, c'est se faire harakiri et pour le pays, nous pensons que ça sera une catastrophe* », prophétise-t-il. Ainsi, selon le Premier ministre de Mohamed Bazoum, le Niger n'arrive à financer son budget annuel que sur 6 mois. Et les 6 autres mois restants de l'année, le Pays ne survie que grâce à l'aide budgétaire des Occidentaux et leurs instruments de domination. C'est tout simplement lamentable et on ne peut trouver meilleur aveu d'échec pour des gens qui ont dirigé le Niger pendant plus d'une décennie. Et à dire que le pays exploite l'uranium, l'or, le pétrole, le charbon pour ne citer que cela.

Suite P. 4

Suite de la page 3

Retour sur la gestion du Cnsp

Dans ce Niger où les ressources minières citées plus haut sont bradées par l'ancien régime – le pétrole croule sous la dette, l'uranium est acheté par la France au prix qu'elle veut, etc. – le principal levier de mobilisation des ressources internes se trouve être la douane dont les recettes se chiffrent à des dizaines de milliards par mois. Cela se comprend bien quand on sait que chez nous, tout est importé y compris nos denrées alimentaires, presque rien n'est produit localement. En fermant les frontières et en interdisant l'importation via nos ports naturels que sont le Bénin et le Togo, la France et la Cédéao savent qu'ils tapent là où ça fait vraiment mal. C'est d'ailleurs pourquoi l'ancien Premier ministre a affirmé que « ça sera la catastrophe sur le plan économique, ça sera la catastrophe sur le plan social ». Il n'avait pas tort, ça devait être la catastrophe et l'effondrement même du Niger n'était pas à écarter. Et c'est là, le premier bilan positif de la transition en cours. Grâce à l'engagement du Cnsp et l'ingéniosité du gouvernement de Ali Mahamane Lamine Zeine, l'apocalypse voulue, prédit et suscitée n'a pas toujours eu lieu. Mieux, nous ne sommes plus dans le dernier semestre de l'année mais nous sommes dans l'avant dernier mois

de l'année (novembre). Pourtant, sans aide budgétaire, malgré la fermeture des frontières, l'embargo financier, la suspension de l'électricité par le Nigéria et la suspension de toutes les aides des Occidentaux, notre Pays est toujours debout grâce à la Volonté de Dieu, au travail de ses dirigeants et à la remarquable résilience de son PEUPLE. Et cela rend fier tout Nigérien digne du nom. Ce seul aspect suffirait à parler de réussite des 100 premiers jours du Cnsp au sommet de l'Etat. Mais il n'y a pas que ça.

Lutte contre le terrorisme

Certes, nous continuons de subir des attaques et pleurons nos martyrs mais les choses ont changé depuis le 26 juillet. Les terroristes savent qu'ils ne peuvent plus surprendre et tuer nos forces pour retourner tranquillement raconter les faits à leurs commanditaires. Outre la résistance farouche de nos FDS, le renfort ne met plus des jours à porter secours et les ratissages ne sont plus les contes de fée qui ornaient les communiqués de l'ancien régime, mais ils mettent désormais en action les vecteurs aériens pour poursuivre et exterminer l'ennemi.

Aussi, jusque-là, le régime a réussi à déjouer toutes les tentatives de déstabilisation des puissances étrangères hostiles. La Cédéao a finalement renoncé à son projet d'in-

vasion militaire du Niger parce que le Cnsp est resté droit dans ses bottes et a pris les dispositions pour faire face à la guerre injuste que l'on voulait imposer à notre Pays.

Sur le plan social

Fort du soutien populaire, disons de la légitimité populaire dont il jouit, le Cnsp et le gouvernement font tourner le pays dans la mesure du possible. Certes, la cherté de la vie fait souffrir les ménages, le manque de liquidité se ressent sur la vie des citoyens bref, l'effet des sanctions est bien réel. Mais il est atténué par l'ingénierie gouvernementale qui s'est inventée des mesures palliatives pour faire tourner le Niger.

Or, la « catastrophe » sociale prédit par Ouhoumoudou Mahamadou n'est rien d'autre qu'un Niger qui ne pourra plus assurer le service minimum pour la santé publique, l'éducation, l'alimentation, la sécurité, les salaires, l'économie et la liquidité. Ce qui aurait fait sombrer le pays dans la contestation et le chaos qu'engendrerait l'instinct de survie de l'Homme. Heureusement, rien de tout ça ne s'est produit et, dans la difficulté certes, le Peuple nigérien et ses autorités tentent de relever le défi de la résilience et de la persévérance pour atteindre la souveraineté et la prospérité du Niger à travers le contrôle sur ses ressources minières et le choix souverain de ses politiques et

priorités.

Par-dessus tout, le régime du Général Tiani Abdourahamane a exigé et obtenu le départ des militaires français dont la moitié a déjà quitté le Niger avec un important matériel de guerre. Jusqu'au 25 juillet 2023, aucun Nigérien ne s'imaginait que les forces françaises allaient quitter sitôt notre Pays comme le souhaite la majorité de la population. Mais grâce à l'action du Général Tiani le 26 juillet, ce rêve lointain est devenu réalité en quelques semaines seulement. C'est peut-être aussi le plus haut fait d'arme du Cnsp.

Et ce que chaque citoyen et chaque citoyenne doit constamment garder à l'esprit, est que si à la prise du pouvoir, nos militaires avaient promis aux puissances impérialistes (France, USA, EU) de ne pas toucher à leurs intérêts, le coup d'Etat au Niger allait être célébré comme ceux du Tchad et récemment, du Gabon. Et la Cédéao et l'Uemoa ne nous auraient jamais soumis à ces sanctions cruelles, inhumaines, injustes, illégales et ignobles. Donc, nous souffrons parce que nos dirigeants ont fait le serment de défendre les intérêts de notre pays et non de livrer nos ressources aux puissances impérialistes pour pouvoir régner tranquillement sur notre Peuple. Que Dieu protège nos dirigeants patriotes, mais nous devons aussi nous armer de courage pour affronter notre destin.

L'ÉCLOSION

Religion : les acteurs du pèlerinage saluent la nomination de Cheick Ben Salah au COHO

Par : Safiatou Ibrahim & Adamou Batouré, Stagiaires

Les chefs d'agences se réjouissent du choix porté sur la personne de Cheick Ben Salah, pour diriger le commissariat de l'organisation du hadj et de la oumra (COHO). C'est ce qui est ressorti dans une déclaration rendue publique par les responsables des agences de convoyage et les syndicats du secteur réunis au sein du COSAPEI et le FNASHO. « **Connu de tous pour sa courtoisie et ses connaissances islamiques et surtout dans le secteur du hadj améliorera sans doute l'organisa-**



tion du hadj dans notre pays », se réjouissent-ils dans la déclaration lue par Madame Fanta Abdou Souna membre. C'est pourquoi, ils ont tenu à « remercier très sincèrement les autorités de la transition, le CNSP et le gouvernement pour avoir soulager les pèlerins nigé-



riens et les chefs d'agences », note la déclaration.

Tout en félicitant le nouveau commissaire non sans lui souhaiter bonne chance, les ténors du hadj et la oumra au Niger disent espérer « de bonnes relations entre le nouveau commissaire et les acteurs concer-

nés » tout en exprimant leur engagement d'être « à la hauteur de nos responsabilités, celles de la gestion administrative et financière de nos pèlerins », ont-ils promis.

Pour conjurer la mauvaise gestion des activités administratives et financières du pèlerinage par les trois précédents commissaires qui se sont succédés depuis la création du coho en 2013, surtout la gestion des 2 dernières années, les acteurs invitent les nouvelles autorités à engager des réformes. Ce, pour éviter à l'édition 2024 du pèlerinage d'être « catastrophique » comme celle de l'année précédente.

Un nouveau plan de déstabilisation en marche

Au bord de l'éclatement, le Pnds-Tarayya tente d'emporter le Niger dans son explosion

Par : Ibrahim YERO

Rien ne va plus au Pnds-Tarayya, l'ancien parti au pouvoir. On se rappelle encore de Mohamed Bazoum qui se gargarisait toujours que son parti politique est uni comme un roc sous le « leadership du président Issoufou », disait-il. L'homme reprochait même aux partis politiques de l'opposition de se laisser diviser par le Pnds alors que celui-ci même pendant qu'il était à l'opposition a su garder sa cohésion pour mener la lutte de la conquête du pouvoir. Rien que le 19 mai 2023, lors de la présentation du Prix Mo Ibrahim décerné à Issoufou Mahamadou au Centre International de Conférences Mahatma Gandhi de Niamey, Mohamed Bazoum a célébré son amitié avec son compagnon politique de plus de 30 ans. « Je lis avec amusement les nombreuses théories développées par tous ceux qui ont fait de notre relation actuelle, vous et moi, une spécialité et qui jouent aux Cassandre. Je voudrais leur dire une fois encore qu'ils en seront pour leurs frais et que, tel Drogo du roman "le désert des Tartares" de Dino Buzzati, ils s'épuiseront à scruter l'horizon et à attendre en vain », avait péremptoirement déclaré l'ancien président. Pourtant, trois mois plus tard, voilà que lui et son compagnon sont devenus des « frères ennemis » dont les partisans s'affrontent dans un duel verbal à mort. Mais ça ne nous surprend guère car à L'Écllosion, nous avons plusieurs fois écrit que la cohésion du Pnds-Tarayya ne tient qu'au pouvoir d'Etat qu'il avait entre les mains et qui lui permettait de mettre tout le monde au pas et foudroyer ceux qui seraient tentés de désobéir. Hassoumi Masoudou en sait quelque chose. L'histoire nous a donné raison puisque qu'un trimestre seulement après la chute de leur régime, les « Roses » s'insultent à longueur de journées dans les réseaux sociaux et se livrent une guerre de communication sans merci. Les deux clans qui couvaient dans les entrailles du parti socialiste nigérien sont appa-



rus au grand jour depuis le coup d'Etat du 26 juillet. S'accusant chacun d'être à l'origine du malheur qui leur ait arrivé. Les pro-Bazoum accusent Issoufou Mahamadou d'avoir été l'élément déclencheur de la perte du pouvoir tandis que les partisans de ce dernier collent l'étiquette de « traître » au président déchu reprochant à Mohamed Bazoum d'avoir voulu écarter son bienfaiteur Issoufou Mahamadou de la gestion de l'Etat d'où le malheur qui leur ait tombé dessus. L'un dans l'autre, cela prouve que les deux parties ont été magistralement surprises par les événements du 26 juillet. Et si, elles l'ont été, c'est qu'aucune d'entre elles n'en est l'instigateur. C'est assez simple et logique d'ailleurs. Si le Pnds devait prendre le risque de perdre le pouvoir, c'est au moment de l'investiture du candidat du parti aux présidentielles de 2020-2021 que cela devait se produire. Tant la candidature de Mohamed Bazoum était fortement contestée par les caciques du parti rose. Mais la loi de leur gourou Issoufou a prévalu et l'impérieuse nécessité de conserver les rênes de l'Etat peu importe celui qui sera président de la République a pris le dessus sur le reste. C'est une question de vie ou de mort pour les socialistes car la perte du pouvoir signifierait prison et exil sans compter la perte des privilèges dont l'impunité sous toutes ses formes et l'argent qui coulait à flot dans les milieux roses. Nous sommes bien d'accord que la question de remettre en jeu le pou-

voir ne peut être posée par aucun leader du parti avant la fin du premier mandat de Mohamed Bazoum. Et même là, il sera juste question de « consolider et avancer » avec toujours un militant du Pnds. C'est clair d'autant plus que sur les 30 voire 50 années prévues pour diriger le Niger, le parti socialiste n'en était qu'à la douzième année. A ce niveau, il est important de revenir sur les déclarations d'Issoufou Mahamadou dans Jeune Afrique le 17 août 2023 quand il disait n'avoir « rien » à gagner dans la chute de Bazoum et qu'au contraire, il a « tout » à perdre. Pour une fois, l'on ne doit pas douter de la parole de l'homme politique qu'il est.

Après moi, la catastrophe

Pour mieux analyser la situation de l'ancien parti au pouvoir, il faut décrire les deux phases qu'il a traversées depuis le coup d'Etat. Aux premières heures, il avait cru à un malentendu qui va vite se régler. Ce, d'autant que dans toutes les sphères de l'Etat y compris dans l'armée et les autres forces, ce sont ces gens qu'il a, dans certains cas, créés de toutes pièces et entretenus à grands frais et qui lui vouent fidélité et obéissance à toute épreuve. C'est en cela qu'il faut comprendre les démarches d'Issoufou Mahamadou pour tenter de jouer les médiateurs entre Bazoum et le commandement militaire. Mais penser que le bienfaiteur de Bazoum peut prendre le moindre risque de faire perdre le pouvoir à son Pnds, c'est mal connaître Is-

soufou Mahamadou. Qui connaît l'homme sait qu'il est capable de s'agenouiller et subir toutes les humiliations lorsqu'il s'agit de convaincre quelqu'un qui détient ses intérêts (ceux de Issoufou) entre les mains. De la même façon qu'il peut supplier pour avoir ce qu'il veut, Issoufou Mahamadou n'aura aucun état d'âme à écraser cette même personne à la première occasion dès lors que ses intérêts le commandent. On se rappelle, en 2004, peu avant les élections du second mandat de feu Tandja Mamadou, Issoufou était allé jusque dans la famille de Mahamane Ousmane à l'époque faiseur de roi pour une visite de courtoisie à la mère de ce dernier. Mais quand le président Ousmane avait renouvelé son soutien à Tandja Mamadou, c'est devant les médias qu'Issoufou a annoncé avoir donné la somme de 100 000FCFA à la mère de Mahamane Ousmane. Il a fait pire avec Abdou Labo qu'il a soutenu et aidé pour arracher le Cds-Rahama à Mahamane Ousmane avant d'envoyer le même Abdou Labo en prison comme un agneau de sacrifice pour atteindre Hama Amadou. Plus tard, Issoufou a soutenu d'autre pour prendre le Cds-Rahama des mains de Abdou Labo tombé en disgrâce. Que dire d'autre du sort qu'il a réservé à Hama Amadou et son parti Moden Fa Lumana africa dont le soutien a été déterminant dans la victoire d'Issoufou Mahamadou aux présidentielles de 2011. Hama Amadou a fait 3 fois la prison sous le régime du Pnds et a vécu en exil jusqu'au coup d'Etat du 26 juillet dernier. Nous pouvons citer bien d'autres exemples qui montrent à quel point Issoufou Mahamadou est un véritable adepte de Machiavel. Mais puisque le commandement militaire l'a assez vu à l'œuvre et sait bien de quoi l'homme est capable, il ne pouvait se faire avoir. Naturellement, la médiation du père spirituel de la Renaissance n'a pu prospérer. La deuxième phase a été pour le Pnds-Tarayya de croire en la force surnaturelle de la France et de la Cédéo qui devaient ...

Suite P. 7

Ukraine : les véritables origines de la guerre (2ème partie)

Oleg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.



Le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain.

Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar.

Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement par les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail.

Le dollar et l'extraterritorialité du droit américain comme une arme de guerre économique

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde.

L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions.

Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires,

mais bien légal selon le droit américain.

Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'état américain – ce qui rend possible l'espionnage « légalisé » de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines.

Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un « programme de conformité ».

En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes – on les mets en position de ne pas être hostile au rachat par les américains, afin de les éviter.

Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

Les bons du Trésor américain et les Pétrodollars

Dans la comptabilité il existe un terme comme les créances douteuses.

Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la dette de l'État américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible.

Sa solvabilité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

Et la Russie avec l'Ukraine dans tout cela ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'État, la Russie s'est débarrassée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui, la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire.

En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de ¼ en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans.

Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars. Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la

demande du dollar sur la scène internationale enclencherait automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènerait, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui.

Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènerait vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait, diminuera le déficit commercial des États-Unis.

S'ils ont tout-à-fait raison sur l'effet bénéfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines – ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévitablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur :

les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des États-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur.

Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation – de la Russie et de la Chine – est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des États-Unis d'Amérique.

Les pétrodollars

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des États-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter la demande de la monnaie nationale.

Et c'est en 1979 que le « pétrodollar » est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : « pétrole

Suite de la page 2

méconnu des pouvoirs publics. En marge du Salon de l'étudiant tenu au Centre international de conférences Mahatma Gandhi de Niamey, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur PHD Mamoudou Djibo avait reconnu que pour avoir un stage, il faut connaître quelqu'un. Pour faire face à ce problème, il avait à la même occasion annoncé la création par son département ministériel d'une Direction générale des stages.

Cependant, pour ceux et celles ayant « un bras long », c'est-à-dire qui connaissent des personnalités haut placées, l'obtention du stage est moins difficile. Mais il arrive aussi que ceux qui ont eu la chance de l'obtenir ne soient pas contents des conditions dans lesquelles ils sont. Moctar, un étudiant de l'université ABDOU MOUMOUNI DE NIAMEY, en L3 sociologie et anthropologie, n'apprécie pas son séjour dans une compagnie de téléphonie mobile en qualité de stagiaire. « *J'ai effectué mon stage il y a neuf mois de cela dans des conditions difficiles, ce stage ne répondait pas à mes attentes* », raconte-t-il. Malgré que la plupart de ces jeunes demandeurs de stages ne le font pas dans le but d'être embauchés, les entreprises publique et privée ne veulent pas les accepter. Pourtant, dans chaque offre d'emploi, l'on retrouve le critère de 3, 4 voire 5 ans d'expériences exigé pour postuler. Mais alors, sans possibilité d'acquérir de l'expérience à travers le stage, les chances d'avoir un emploi s'amenuisent pour les jeunes nigériens



issus de milieux modestes (sans bras long).

Toutefois, certaines entreprises qui ouvrent leurs portes aux jeunes demandeurs de stage, se plaignent aussi du comportement de leurs stagiaires. « *Nous avons déjà eu des problèmes avec nos stagiaires car beaucoup préfèrent travailler au bureau que sur le terrain* », déplore un agent d'un projet de gestion durable des terres à Zinder. Bien que son travail exige des déplacements dans les champs sous le soleil et le vent, il n'apprécie pas le comportement de ses stagiaires qui préfèrent les bureaux climatisés au terrain où se fait le travail de gestion durable des terres qu'ils sont censés apprendre. « *Une fois, j'ai eu des problèmes avec mes stagiaires qui avaient entamé un mot d'ordre de grève sans m'avertir* », raconte Monsieur IBRAHIM ABDOUL KALEL, responsable dans une compagnie de téléphonie mobile.

En revanche, « *je n'ai jamais eu de problème avec mes stagiaires car le travail doit se faire si les conditions de sécurité sont remplies* », affirme de

son côté un cadre de la Nigelec qui a sous sa responsabilité des stagiaires. Ces derniers n'étant pas rémunérés, notre cadre qui a requis l'anonymat nous a confié les aider avec ses propres fonds pour des besoins comme la pause déjeuner.

Du reste l'on note à Niamey des entreprises privées qui sont assez organisées pour recevoir des stagiaires. C'est le cas de la société Niger lait SA qui dispose même en son sein d'un comité en charge des stages. « *Chaque année, on a plusieurs vagues de stagiaires qui passent. Généralement, ce sont des universitaires (...) Et en fonction de leur spécialité, on les oriente dans les différents départements où le chef de département est leur tuteur. Il dispose aussi d'un guide de stage pour l'appuyer. Dans ce guide de stage sont mentionnés des objectifs à atteindre par le stagiaire de même que la conduite à tenir tout au long du stage* », précise un cadre de la boîte. En outre, les demandes de stage à Niger lait sont soumises à la signature d'une lettre de confidentialité et un engagement à

respecter le règlement intérieur de l'entreprise. A la fin, les stagiaires se voient également délivrer une attestation de stage.

Dans certains services publics aussi ceux qui ont la chance d'obtenir le stage ne s'en plaignent pas.

Cependant, les conditions des stagiaires varient sur les différents lieux de stage, certains ont des conditions meilleures contrairement à d'autres. « *J'ai effectué mon stage dans les conditions favorables, et cela répond à mes attentes même si je ne suis pas rémunérée car j'apprends des nouvelles connaissances. Ce stage rentre dans le cadre de mes études mais si possible j'aimerais bien être embauchée (...) je n'ai pas de problème avec le personnel* », confie Hadiza une stagiaire de l'administration fiscale. « *J'ai effectué mon stage pendant la saison pluvieuse. Les déplacements étaient un peu difficiles mais j'apprenais certaines choses. Ce n'était certes pas suffisant mais malgré tout j'ai atteint mes objectifs* », renchérit une ancienne stagiaire de vingt-deux ans du district sanitaire de Niamey I.

S'il est vrai qu'obtenir un stage au Niger est difficile, il n'en demeure pas moins que le comportement peu enviable de certains stagiaires n'est pas de nature à encourager les entreprises à ouvrir leurs portes. Mais peut-être qu'avec la direction des stages au ministère de l'Enseignement supérieur, les choses vont s'améliorer aussi bien pour les entreprises que pour les demandeurs stage.

L'ÉCLOSION

Suite de la page 4

bombarder le Niger et réinstaller Mohamed Bazoum dans son fauteuil ou, dans le cas où il ne survivrait pas, le remplacer par un autre qui se chargera de remettre rapidement au parti rose sa chose : le pouvoir d'Etat. Et la vie continue. Mais là aussi, ça n'a pas marché. La mobilisation des peuples Nigérien et Africain n'a pas permis de déclencher cette sale guerre. Face à cet échec, les « Guérilleros » de l'ancien parti au pouvoir sont tombés dans la troisième phase.

Celle-ci consiste à jouer le tout pour le tout, à plonger le pays dans le chaos afin que si le Pnds-Tarayya a perdu le pouvoir, personne d'autre ne puisse le reconquérir dans un proche avenir. C'est dans cette optique qu'il faut placer les multiples tentatives de déstabilisation de notre pays par la France et d'autres puissances internationales.

C'est surtout l'objectif visé par les propos va-t-en-guerre, les messages de haine ethno-régionalistes, les appels à l'affrontement lancés dans les réseaux sociaux notamment WhatsApp. Il faut mettre dans le même lot, la campagne de dénigrement contre la gestion de la transition. Malheureusement, ce dernier point, compte tenu de sa nature sournoise n'est pas assez compris par beaucoup de compatriotes de bonne foi. En tentant insidieusement de montrer une collusion entre le Cnsp et l'ancien président Issoufou Mahamadou, le clan Bazoum du Pnds-Tarayya cherche à créer la division entre la transition et le Peuple nigérien mais aussi détruire la cohésion et l'unité nationales qui ont permis au Niger de rester debout en dépit de toutes les menaces et de la hargne de la France et ses valets de chefs d'Etat Africains. Créer cette division, c'est détruire le pilier sur lequel

notre Pays est assis depuis le 26 juillet. Donc, c'est en connaissance de cause que les officines du Pnds œuvrent à cette fin depuis quelques temps.

Mais il suffit d'être objectif pour comprendre que si Issoufou avait la mainmise sur le Cnsp, les militaires français qu'il a unilatéralement installés dans notre Pays ne seraient pas en train de quitter en ce moment. Si, Issoufou avait la liberté d'aller et venir, il n'allait pas faire 3 mois sans voyager à l'étranger ne serait-ce que pour contrôler sa santé d'homme de plus 70 ans ni même se rendre dans son Dandaji natal. Si Issoufou avait un quelconque pouvoir, allait-il accepté que son bien-aimé fils Abba soit humilié et jeté en prison devant les millions de Nigériens qui en veulent à son père qui les a maltraités pendant une décennie ?

En répondant sincèrement à ces questions, l'on comprendrait qu'il

ne s'agit ni plus ni moins que d'une intoxication savamment distillée et qui, si nous n'y prenons garde, pourrait nous conduire dans une situation déplorable lourde de conséquences et que nous regretterons amèrement. Le Cnsp a fait le choix de la prudence et ça se voit très bien qu'il évite toute précipitation pour s'assurer que les actes qu'il prend sont ce qu'il y'a de mieux pour le Niger et son Peuple.

Nous avons mis 12 bonnes années à patienter avant de voir la fin de la calamité gouvernementale du Pnds-Tarayya, nous pouvons patienter quelques mois encore pour voir tous les délinquants rendre compte de leurs gestions. Mais nous devons surtout remercier le Général Tiani et le Cnsp qui nous ont libérés de la descente aux enfers à laquelle nous avait condamnés la Renaissance.

Bachir Harouna Hambali : « il n'y a pas de souveraineté sans autosuffisance alimentaire ! »

Par : Ibrahim YERO

Les sanctions inhumaines et illégales de la Cédéao et l'Uemoa ont mis en évidence deux choses : premièrement, la nature enclavée de notre pays ; deuxièmement, la dépendance alimentaire du Niger vis-à-vis de l'extérieur. Malgré les efforts considérables du Cnsp et du gouvernement de transition pour contenir l'inflation, des produits de grandes consommations comme les céréales en général et le riz en particulier connaissent une flambée de prix inconcevable.

Cependant, si la première évidence est d'autre nature parce que notre pays n'a pas de débouché sur la mer ; la seconde a pour cause : l'Homme. Nous ne produisons pas assez et cela n'est plus acceptable avec la nouvelle politique de souveraineté engagée par les autorités nigériennes. La solution ? Il faut retourner à la terre car, « il n'y a pas de souveraineté sans autosuffisance alimentaire ; il n'y a point de développement sans autosuffisance alimentaire », soutient avec force, le chef de canton de Dioundiou, Bachir



Hon. Bachir Harouna Hambali
Chef de canton Dioundiou

Harouna Hambali. L'homme est un inconditionnel de la terre. L'agriculture est une passion pour lui, il ne cesse de la promouvoir auprès de la population dont il est le chef par la pédagogie de l'exemple. Il exploite lui-même des dizaines d'hectares de terres et encourage ses concitoyens à s'y investir corps et âme. Ses innombrables descentes dans les champs et jardins pour sensibiliser et encourager les producteurs sont bien connues des Nigériens et ses actions portent des résultats palpables à Dioundiou.

Situé à quelques 300km de Niamey, le département de Dioundiou produit toutes sortes de cultures de

rente qui alimentent plusieurs régions du Niger mais aussi des pays voisins. Sur des centaines d'hectares, sans aménagement hydro-agricoles, l'on produit du manioc, du maïs, du riz, du mil et bien sûr de la canne à sucre, entre autres. Le riz par exemple est irrigué avec de l'eau souterraine. Ce qui fait dire qu'avec des investissements conséquents, ces cultures peuvent être produites en grande quantité mais aussi et surtout transformées surplace. Par exemple, le manioc peut devenir du « gari » et bien plus. Moussa Ibrahim est chef de village mais ça ne l'empêche pas de cultiver le manioc depuis 59ans, il est formel : « Nous

avons seulement besoin d'aide. Et si nous avons cette aide, nous pourrions fournir le Niger entier en aliments. Imaginez : si nous produisons notre propre Gari, Tapioka et autres, nous n'aurions pas besoin de la production du Bénin ou du Nigéria », dit-il avec conviction. Tout comme la canne à sucre de Djoundjou peut aussi se transformer en sucre. D'ailleurs, à ce propos, n'eût été les vicissitudes de l'administration publique sous le régime de la Renaissance, l'usine sucrière dont les bâtiments sont déjà construits, voulue par l'honorable Bachir Harouna Hambali aurait vu le jour et être très utile en ces moments de sanctions économique et financière.

C'est dire que les nouvelles autorités de la transition disposent de leviers pour travailler à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire sans laquelle point de souveraineté encore moins de développement.

Suite de la page 6

contre dollars ». Dans le cadre de cet accord l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines.

En contrepartie, les Etats-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite.

Par la suite, cet accord « pétrole contre dollars » a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale - ce qui a procuré aux Etats-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants.

Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importations de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran - ennemi juré des saoudites sunnites.

Le Royaume a très mal vécu cette triple « trahison » des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sciage des USA ou rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue. Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au

contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques.

Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021.

De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois.

L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email :
leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage
1000 exemplaires